

Préparons la riposte

BULLETIN NPA TECHNOCENTRE RENAULT - GUYANCOURT 08 / 06 / 2017

Pour mener les prochaines étapes de son offensive antisociale à coup d'ordonnances, Macron veut conquérir une majorité parlementaire aux prochaines élections législatives. Mais alors qu'il jouait les « antisystème » pour se faire élire président, les listes de « La République En Marche » sont une vaste opération de recyclage. On y retrouve les politiciens qui ont mis en place les politiques anti-ouvrières ces dernières décennies, ainsi que des arrivistes, des patrons...

Avec Macron, patrons et capitalistes aux anges

Pour ce gouvernement au service du patronat, toutes les attaques sont déjà programmées. Après une soi-disant « concertation » avec les syndicats qui durera jusqu'au 18 juin, ce sera l'offensive éclair contre le Code du travail, avec le vote d'une loi pour légiférer par ordonnances « durant l'été », puis une loi de ratification « courant septembre ». L'objectif : aller plus loin que la loi El Khomri, en privilégiant les accords d'entreprise par rapport aux accords de branche et au Code du travail. En ligne de mire, les salaires et la majoration des heures supplémentaires, qui pourraient – avec un accord local – être inférieurs à ceux prévus dans les accords de branche. Et pour faire passer un accord qui n'aurait que la signature de syndicats minoritaires, il est proposé qu'un patron puisse organiser un référendum dans l'entreprise. Il est également prévu de réintroduire le plafonnement des indemnités pour licenciement abusif, supprimé de la « loi travail ». En prime, une hausse de la CSG de 1,7 point sur les salaires et les retraites... pour compenser la suppression des cotisations chômage et maladie.

Macron prévoit enfin de s'en prendre, d'ici la fin de l'année, à l'assurance chômage, puis au 1^{er} semestre 2018, au système de retraite.

Ce n'est pas à l'Élysée, ce n'est pas à Matignon qu'on obtiendra satisfaction...

Face à cette offensive imminente, la mise en œuvre, par les directions syndicales, d'un plan de mobilisation sociale d'ampleur serait la moindre des choses. Mais après les premières rencontres

entre les responsables syndicaux et Macron, puis son premier ministre, on est très loin du compte. Alors que Macron s'est ouvertement payé la tête de ses interlocuteurs syndicaux, déclarant à un de ses ministres : « Je ne leur ai rien dit », tous ont voulu croire qu'il allait assouplir son calendrier. Berger de la CFDT a « senti un président de la République à la fois déterminé à mettre en place ses réformes, mais aussi à l'écoute ». Mailly de FO a « senti qu'à priori, il y a des marges de manœuvre ». Quant à la direction de la CGT, elle a estimé que « si le président semble déterminé sur sa volonté d'accroître la casse du Code du travail, [...], il semble plus mesuré sur la forme et les délais de mise en œuvre » !

Au-delà des législatives, préparer la riposte

Dans ces élections législatives, il est important de voter pour le NPA, sur le programme défendu par Philippe Poutou à la présidentielle. Là où le NPA



ne présente pas de candidat(e)s, il appelle à voter pour les candidat(e)s de Lutte Ouvrière. Mais au-delà de ces élections, nous ne pourrions pas compter sur les directions des confédérations syndicales

pour préparer cette inévitable confrontation.

Partout, sur les lieux de travail et les quartiers, il va être vital de regrouper, dans les syndicats, dans les collectifs de lutte, les forces disponibles pour riposter aux projets du gouvernement.

Ce regroupement a déjà commencé avec le « Front social » qui regroupe plus de 70 organisations syndicales et associatives. A son appel, des milliers de personnes ont déjà manifesté le 22 avril, veille du 1^{er} tour de la Présidentielle, puis le 8 mai, au lendemain du 2^{ème} tour. Il appelle d'ores et déjà à manifester le 19 juin, au lendemain du 2^{ème} tour des législatives.

Un moyen d'affirmer que nous nous préparons à repousser les offensives à venir !

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur automobile.

Et aussi sur Facebook ...



RESISTER POUR ARRETER LES MACRONNERIES

Elu par défaut au 2^{ème} tour, Macron sait qu'il devra passer en force pour imposer ses mesures anti-sociales. Il a donc pris comme directeur de cabinet Patrice Strozda, surnommé "Monsieur flashball". Depuis 2013, comme préfet et au ministère de l'intérieur, il a été l'organisateur des violences policières : mort de Rémi Fraisse et répression des manifestations contre l'état d'urgence ou contre la loi Travail. Pire : Macron veut inscrire l'état d'urgence permanent dans le droit commun. Il va donc poursuivre et aggraver les politiques libérales et liberticides menées avec brutalité par les mêmes personnes. La résistance, c'est dès maintenant !

MURIEL PENICAUD : TOUT UN PROGRAMME !

La nomination au ministère du Travail de Muriel Pénicaud, technocrate proche du MEDEF, en dit long sur les objectifs sociaux de Macron. Ex directrice de Business France, ex-DRH de plusieurs sociétés comme Danone ou Dassault Systèmes, elle collectionne les conseils d'administration (Orange, SNCF, Aéroports de Paris ou encore l'établissement Public Paris-Saclay). Un « bourreau de travail » selon les médias, et plus vraisemblablement future bourreau du code du travail ... si on la laisse faire.

GM&S : DOSSIER « EXPLOSIF », COMBAT EXEMPLAIRE

Le 24 mai, alors que l'usine de GM&S usine était occupée et piégée avec des bonbonnes de gaz, le tribunal de commerce de Poitiers a accordé un sursis jusqu'au 30 juin avant liquidation. 500 personnes, dont Philippe Poutou, s'étaient rassemblées pour apporter leur soutien aux 279 salariéEs de l'usine. Le ministre de l'Économie Bruno Lemaire prétend avoir obtenu l'engagement de porter les commandes de 10 à 12 millions d'€ pour PSA et de 5 à 10 millions pour Renault (35 à 40 millions seraient nécessaires). Des repreneurs plus ou moins sérieux sont annoncés. Les GM&S ont réussi à briser le silence. Ils ont donc décidé de suspendre le blocage du site et de le déminer en attendant. Plus que jamais motivés à se battre jusqu'au bout pour conserver tous les emplois

NETTOYAGE (PEI) : DES FICHES DE PEI DECENTES !

Externaliser grossit les profits des actionnaires en pressurant au maximum les prestataires. Chez PEI, titulaire du contrat de nettoyage du groupe, les bas salaires sont la règle. PEI argue que Renault ne règle ses factures qu'à 60 jours pour justifier de payer en retard ses salarié(e)s. Et les contrats étant établis aux surfaces nettoyées, la densification augmente leur charge de travail. Sans elles et eux, qui nettoierait les sanitaires et viderait les poubelles ? Les intégrer comme salarié(e)s Renault ne serait que justice et pure logique : leur lieu de travail, c'est bien les locaux de Renault !

CYBERATTAKES : DECONNECTES ... DE LA REALITE

Le temps pour les équipes informatiques de vérifier les systèmes et de les remettre en route, le TCR, Lardy, Aubevoye et l'usine du Mans ont été perturbés trois jours par le ransomware Wannacrypt. Les usines Renault à Douai, Sandouville et Novo-Mesto (Slovénie) ont été entièrement ou partiellement bloquées. Les hackers qui rackettent en bitcoins (la monnaie du dark-net) pour restituer les données bloquées seront difficilement identifiés. Mais certains responsables de ce fiasco sont connus. La NSA connaît depuis longtemps la faille, sans rien dire, espérant elle-même s'en servir. Microsoft

surfacture les mises à jour de sécurité, s'assurant ainsi une rente permanente. Et la DGSI (Direction Générale de la Sécurité Intérieure), pourtant chargée de suivre les cyberattaques au Technocentre mais pas très efficace, ne compensera jamais le manque de personnel Renault. Quant aux DSI de Renault, ils préfèrent prodiguer des conseils à d'autres sociétés via des colloques ou des revues spécialisées. Tout en accélérant en interne la « mutation numérique » pour atteindre 100% de « projets agiles ».

PARADIS FISCAUX EN TOUTE LEGALITE

Grâce aux documents bancaires, on sait que Renault a économisé 62 millions d'€ d'impôts en 4 ans en localisant ses activités d'assurance à Malte. Et pour PSA ce sont 57 millions en 5 ans. Malte : un Paradis fiscal au sein même de l'Union Européenne ! Les deux sociétés d'assurances maltaises de Renault ont réalisé en 2015 un profit cumulé avant impôts de 86 millions d'€ avec seulement 17 salariés, dont un seul chez RCI Assurance, qui explose tous les ratios de productivité financière. L'Etat, actionnaire de PSA et Renault est au courant de ces manœuvres pour se soustraire à l'impôt. L'ouverture des livres de compte et des documents classés secret industriel serait une mesure de salubrité publique.

PARACHUTE DORE ...

L'assemblée générale des actionnaires du groupe, prévue le 15 juin, sera appelée à voter un super parachute doré pour Carlos Ghosn. A son départ de Renault, « en contrepartie des clauses de non-concurrence », il touchera un pactole correspondant à deux ans de rémunération brute totale (part fixe et variable). Si on se réfère à sa rémunération versée au titre de 2016, il empochera par ce biais plus de 14 millions d'euros. Alors si vous avez aussi une clause de non concurrence, tous les espoirs sont permis. Car comme le répète Olivier Faust, directeur de la RSE (responsabilité sociale de l'entreprise), « *notre principal enjeu consiste à veiller à la cohésion sociale au sein du Groupe* ».

... ET RETRAITE CHAPEAU

Macron se prépare à bloquer une année de plus les pensions des retraité(e)s et à augmenter la CSG de 1,7% pour baisser les cotisations patronales. Mais Carlos Ghosn, lui est à l'abri de ces mesures. Avec ses copains du Medef qui siègent au conseil d'administration, il s'est préparé un bonus de 750 000 euros en plus de sa retraite complémentaire, soit un million par an. Une insulte à tous les pensionnés et futurs retraités.

FAUSSE « ETHIQUE PARTAGEE », VRAIE CUPIDITE

Pour tenter de faire passer auprès des salariés la « modération salariale », le comité des rémunérations du CA avait ramené en juillet 2016 la part variable de Carlos Ghosn de 150% à 120%. En rajoutant : « *On ne connaît pas beaucoup de patrons qui baissent leur salaire alors que leur groupe affiche des bénéfiques records* ». Mais M. Ladreit de Lacharrière, membre du comité des rémunérations impliqué dans le Peneloppegate, ne contestera ni le parachute doré ni la retraite chapeau. La « charte éthique » du groupe a beau être rédigée en 14 langues, ce n'est qu'un rideau de fumée. Car le seul langage que connaissent Carlos Ghosn et les dirigeants du Groupe se réduit à un seul mot : « le fric ».

**Bulletin NPA Technocentre Renault – Guyancourt
8 juin 2017**